RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE DE VAUCLUSE

N° 027— AVRIL 2017

PUBLICATION : 28 AVRIL 2017
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE DE VAUCLUSE

AVRIL 2017
N° 27

PREFECTURE DE VAUCLUSE

PAGE arrêté du 07 avril 2017 portant attribution d’une médaille de bronze pour acte de courage
et de dévouement

PAGE arrêté du 14 avril 2017 portant agrément relatif à l’acquisition, la détention et l’utilisation
des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier de M. William GONFOND

PAGE arrêté du 18 avril 2017 autorisant l’enregistrement audiovisuel des interventions des agents
de police municipale de la commune du Pontet

PAGE arrêté du 18 avril 2017 autorisant l’enregistrement audiovisuel des interventions des agents
de police municipale de la commune de Cadenet

PAGE arrêté du 18 avril 2017 autorisant l’enregistrement audiovisuel des interventions des agents
de police municipale de la commune de Cavaillon

PAGE arrêté du 18 avril 2017 autorisant l’installation d’un système de vidéosurveillance dans les
locaux du cabinet d’orthodontie ”SELARL Docteur Jean-Jacques ROUX” à Avignon

PAGE arrêté du 18 avril 2017 portant modification de l’arrêté du 30 juillet 2015 relatif à la
désignation des membres de la commission départementale de vidéosurveillance de Vaucluse

PAGE arrêté du 20 avril 2017 interprétation 84/30 modifiant l’arrêté du 30 décembre 2016
portant recomposition à compter du 1er janvier 2017 du conseil communautaire de la communauté
d’agglomération du Grand Avignon

PAGE arrêté du 21 avril 2017 portant autorisation d’un système de vidéosurveillance sur le site du
parking des halles et des halles centrales à Avignon

PAGE arrêté du 21 avril 2017 portant habilitation dans le domaine funéraire SARL Ambulance de
la Nesque à Pernes les Fontaines

SOUS PREFECTURE D’APT

PAGE Arrêté 2017/02/MR/SPA du 28 Avril 2017, concernant le titre de Maître Restaurateur de
Jean-Marie ALLOIN, Gérant de la SARL ”LES PREVOTS”

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

PAGE arrêté du 18 avril 2017 portant renouvellement de l’agrément d’un établissement
d’enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière – auto-
école CFR Vaucluse à Pertuis

PAGE arrêté du 18 avril 2017 portant renouvellement de l’agrément d’un établissement
d’enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière – auto-
école Jacky à Védène

PAGE arrêté du 18 avril 2017 portant renouvellement de l’agrément d’un établissement
d’enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière – auto-
école Jacky au Pontet
PAGE arrêté du 18 avril 2017 portant renouvellement de l'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière - auto-école Jacky à Avignon
PAGE arrêté du 20 avril 2017 portant autorisation unique au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, en application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 concernant les travaux d'aménagement de la ZAC " BEL AIR " à AVIGNON
PAGE arrêté du 20 avril 2017 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2014254-0003 du 11 septembre 2014 autorisant la pratique de la pêche de nuit de la Carpe sur certains secteurs du domaine public du fleuve Rhône, de la rivièr Durance et dans le domaine privé du département de Vaucluse
PAGE arrêté préfectoral portant fermeture temporaire de la pêche en eau douce sur la rivière le Lez le vendredi 5 mai 2017 à partir de 14 heures

UNITE TERRITORIALE DE LA DIRECCTE 84

PAGE décision du 19 avril 2017 portant dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail,
PAGE décision du 19 avril 2017 portant renouvellement de la commission paritaire d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture du département de Vaucluse
PAGE récépissé de déclaration d’un organisme de services à la personne de Mme MONRABAL Auriana, Micro-entrepreneur – PERTUIS du 21 avril 2017
PAGE récépissé de déclaration d’un organisme de services à la personne de Mme DAVOINE Alexia, Micro-entrepreneur - MONTEUX du 25 avril 2017
ARRÊTÉ
portant attribution d'une médaille de bronze
pour acte de courage et de dévouement

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 relatif aux récompenses honorifiques pour actes de courage et de dévouement,

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement,

CONSIDÉRANT la demande du directeur départemental des services d'incendie et de secours de Vaucluse du 27 mars 2017

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur de cabinet du préfet,

ARRÊTE

ARTICLE 1° : Une médaille de bronze pour acte de courage et dévouement est attribuée à l'adjudant-chef Daniel GUARINOS, chef d'agrès, aux sapeurs Rémy PONGE et Geoffrey LANTENOIS, tous trois sapeurs-pompiers professionnels au centre de secours principal d'Avignon, qui ont fait preuve d'un comportement exemplaire et courageux lors de leur intervention, le 9 février 2017 sur la commune d'Avignon (84), n'hésitant pas à mettre leur vie en jeu.

A 16h13, le 9 février 2017, un équipage du véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV), composé de l'adjudant-chef Daniel GUARINOS, chef d'agrès, des sapeurs Rémy PONGE et Geoffrey LANTENOIS, est sollicité pour intervenir pour un feu au 4e étage d'un immeuble d'habitations en R+4, au 1 rue des catalans sur la commune d'Avignon.

L'équipage du VSAV a immédiatement œuvré afin de faciliter l'évacuation des habitants en coupant, dans un premier temps, le gaz au compteur puis en procédant au désenfumage des communs par l'ouverture du skydome. Ces premières actions ont sans nul doute été salvatrices pour l'ensemble des personnes présentes sur les lieux et d'un grand secours pour les renforts arrivés par la suite.

Ayant appris qu'une personne était restée dans l'appartement en feu au 4e étage, les membres de l'équipage du VSAV n'ont pas hésité, malgré la présence de fumées chaudes, à procéder à
l’ouverture en force de la porte de l’appartement afin d’extraire la victime consciente mais très gravement brûlée. Cette dernière a été héliportée vers Marseille par le SAMU84.

Au cours de cette intervention, le sapeur LANTERNOIS s’est fissuré un orteil lors de l’ouverture de la porte, le sapeur PONGE a été intoxiqué par les fumées et l’adjudant-chef GUARINOS a, quant à lui, été légèrement incommodé.

Compte tenu des risques encourus pour le sauvetage et la mise en sécurité de cette personne, l’adjudant-chef Daniel GUARINOS et les sapeurs Rémy PONGE et Geoffrey LANTERNOIS, ont tous trois démontré l’étendue de leurs qualités professionnelles, de leur courage et de leur dévouement.

ARTICLE 2 : Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait à Avignon, le 07 AVR. 2017

Le Préfet,

[Signature]

Bernard GONZALEZ
ARRÊTÉ

portant agrément relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code de la défense,

VU le décret n° 2010-580 modifié du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU l'arrêté du 31 mai 2010 modifié pris en application des articles 3, 4 et 5 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU la demande d'agrément présentée et l'ensemble des pièces annexées ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2016, donnant délégation de signature à M. Martin CHASLUS, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Vaucluse ;

SUR proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Vaucluse,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

L'agrément prévu à l'article 5 du décret n° 2010-580 susvisé est délivré à :

- Nom : GONFOND
- Prénom William
- Date de naissance : 7 avril 1977 à Avignon (84)
- Adresse : 250, chemin des Sablières - 84200 CARPENTRAS

en vue de l'acquisition, la détention et l'utilisation, des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier appartenant aux groupes C2 et C3.
ARTICLE 2 :

La durée de validité du présent agrément est fixée à 5 ans. Il peut être retiré, au terme d'une procédure contradictoire, en cas de comportement incompatible avec les nécessités de la sécurité publique.

ARTICLE 3 :

Le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse, le commandant du groupement de gendarmerie de Vaucluse, le directeur départemental de la sécurité publique de Vaucluse sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Avignon, le 14 AVR. 2017

Pour le préfet,
le sous-préfet,
directeur de cabinet,

Martin CHASLUS
ARRÊTÉ

Autorisant l’enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune du Pontet

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D’HONNEUR
OFFICIER DE L’ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.241.1 ;
Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment ses articles 26 et 41 ;
Vu la loi n°2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l’efficacité et les garanties de la procédure pénale, notamment son article 114 ;
Vu le décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l’expérimentation de l’usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions ;
Vu l’arrêté du 12 juillet 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Martin CHASLUS, sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Vaucluse ;
Vu la demande adressée par le maire de la commune du Pontet, en vue d’obtenir l’autorisation de procéder à l’enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de sa commune ;
Vu la convention de coordination des interventions de la police municipale et des forces de sécurité de l’État dans le Vaucluse ;
Considérant que la demande transmise par le maire de la commune du Pontet est complète et conforme aux exigences du décret du 23 décembre 2016 susvisé ;
SUR la proposition de Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : L’enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune du Pontet est autorisé au moyen de dix caméras individuelles, jusqu’au 3 juin 2018.

Le support informatique sécurisé sur lequel sont transférées les données enregistrées par les caméras individuelles est installé dans la commune du Pontet.
ARTICLE 2 : Le public est informé de l’équipement en caméras individuelles des agents de police municipale de la commune du Pontet et des modalités d’accès aux images.

ARTICLE 3 : Les enregistrements sont conservés pendant une durée de six mois. À l’issue de ce délai, ils sont détruits.


L’enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale autorisé par le présent arrêté, ne peut être mis en œuvre qu’après réception du récépissé de la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés.

ARTICLE 5 : La présente autorisation est publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture. Elle peut faire l’objet d’un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Toute modification portant sur le nombre de caméras individuelles et sur la commune d’installation du support informatique sécurisé, doit faire l’objet d’une demande d’autorisation auprès des services préfectoraux.

ARTICLE 7 : Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse, Monsieur le maire du Pontet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Avignon, le 18 AVR. 2017

Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet,

Martin CHASLUS
PREFET DE VAUCLUSE

ARRÊTÉ
Autorisant l’enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Cadenet

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D’HONNEUR
OFFICIER DE L’ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.241.1 ;
Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment ses articles 26 et 41 ;
Vu la loi n°2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l’efficacité et les garanties de la procédure pénale, notamment son article 114 ;
Vu le décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l’expérimentation de l’usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions ;
Vu l’arrêté du 12 juillet 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Martin CHASLUS, sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Vaucluse ;
Vu la demande adressée par le maire de la commune de Cadenet, en vue d’obtenir l’autorisation de procéder à l’enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de sa commune ;
Vu la convention de coordination des interventions de la police municipale et des forces de sécurité de l’État dans le Vaucluse ;
Considérant que la demande transmise par le maire de la commune de Cadenet est complète et conforme aux exigences du décret du 23 décembre 2016 susvisé ;
SUR la proposition de Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : L’enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Cadenet est autorisé au moyen de quatre caméras individuelles, jusqu’au 3 juin 2018.

Le support informatique sécurisé sur lequel sont transférées les données enregistrées par les caméras individuelles est installé dans la commune de Cadenet.
**ARTICLE 2 :** Le public est informé de l’équipement en caméras individuelles des agents de police municipale de la commune de Cadenet et des modalités d’accès aux images.

**ARTICLE 3 :** Les enregistrements sont conservés pendant une durée de six mois. À l’issue de ce délai, ils sont détruits.

**ARTICLE 4 :** Dès notification du présent arrêté, le maire de la commune de Cadenet adresse à la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés, un engagement de conformité aux dispositions du décret du 23 décembre 2016 susvisé.

L’enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale autorisé par le présent arrêté, ne peut être mis en œuvre qu’après réception du récépissé de la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés.

**ARTICLE 5 :** La présente autorisation est publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture. Elle peut faire l’objet d’un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6 :** Toute modification portant sur le nombre de caméras individuelles et sur la commune d’installation du support informatique sécurisé, doit faire l’objet d’une demande d’autorisation auprès des services préfectoraux.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse, Monsieur le maire de Cadenet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Avignon, le 18 AVR. 2017

Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet,

[Signature]

Martin CHASLUS
ARRÊTÉ

Autorisant l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Cavaillon

LE PRÉFET DE VAUCLUSE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.241.1 ;
Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment ses articles 26 et 41 ;
Vu la loi n°2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale, notamment son article 114 ;
Vu le décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions ;
Vu l'arrêté du 12 juillet 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Martin CHASLUS, sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Vaucluse ;
Vu la demande adressée par le maire de la commune de Cavaillon, en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de sa commune ;
Vu la convention de coordination des interventions de la police municipale et des forces de sécurité de l'État dans le Vaucluse ;
Considérant que la demande transmise par le maire de la commune de Cavaillon est complète et conforme aux exigences du décret du 23 décembre 2016 susvisé ;
SUR la proposition de Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : L'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Cavaillon est autorisé au moyen de trente quatre caméras individuelles, jusqu'au 3 juin 2018.

Le support informatique sécurisé sur lequel sont transférées les données enregistrées par les caméras individuelles est installé dans la commune de Cavaillon.

L'accueil général de la préfecture vous accueille tous les jours de 8h30 à 12h et de 13h30 à 16h30.
Le courrier doit être adressé à M. le Préfet sous forme impersonnelle : Préfecture de Vaucluse - 84905 AVIGNON Cedex 09
Standard : 04 88 17 84 84 – Courriel : pref-contac@vaucluse.gouv.fr - Internet : www.vaucluse.pref.gouv.fr
ARTICLE 2 : Le public est informé de l’équipement en caméras individuelles des agents de police municipale de la commune de Cavaillon et des modalités d’accès aux images.

ARTICLE 3 : Les enregistrements sont conservés pendant une durée de six mois. À l’issue de ce délai, ils sont détruits.


L’enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale autorisé par le présent arrêté, ne peut être mis en œuvre qu’après réception du récépissé de la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés.

ARTICLE 5 : La présente autorisation est publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture. Elle peut faire l’objet d’un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Toute modification portant sur le nombre de caméras individuelles et sur la commune d’installation du support informatique sécurisé, doit faire l’objet d’une demande d’autorisation auprès des services préfectoraux.

ARTICLE 7 : Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse, Monsieur le maire de Cavaillon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Avignon, le 18 AVR. 2017

Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet,

Martin CHASLUS
ARRÊTÉ

portant autorisation d'installation d'un système de vidéo-protection

dans les locaux du cabinet d'orthodontie « SELARL Docteur Jean-Jacques ROUX »

sise 57 avenue de la Folie 84000 AVIGNON

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.
255-1, L.613-13 et R. 251-1 à R. 253-4 ;
Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-
protection et ses annexes techniques ;
Vu l'arrêté du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté du 30 juillet 2015 relatif à la
désignation des membres de la commission départementale de vidéoprotection de Vaucluse ;
Vu l'arrêté du 12 juillet 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Martin CHASLUS,
sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Vaucluse ;
Vu la demande présentée par Monsieur Jean-Jacques ROUX, gérant, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéo-protection dans les locaux de l'établissement « Cabinet d'orthodontie SELARL Docteur Jean-Jacques ROUX », sise 57 avenue de la Folie 84000 AVIGNON ;
Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéo-protection le 2 février 2017 ;
SUR la proposition de Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Monsieur Jean-Jacques ROUX, représentant l'établissement « Cabinet
d'orthodontie SELARL Docteur Jean-Jacques ROUX » est autorisé, dans les conditions
fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéo-protection, conformément à la demande enregistrée sous le numéro 20160550 et sous réserve de la réalisation des prescriptions suivantes : la caméra extérieure devra être disposée de façon à ne pas visionner la voie publique et ne pas filmer les parties privatives de tiers.

Ce système comporte 9 caméras (8 intérieures, 1 extérieure -), étant précisé que seules 4 caméras implantées dans des lieux accessibles à tout public sont soumises à autorisation préfectorale : 2 caméras à l'accueil/salle d'attente, 1 caméra dans la coursive/salle d'attente à l'étage, 1 caméra en façade qui visualise le parking).
Les caméras implantées dans des zones accessibles aux seules personnes autorisées : salle de première consultation, salle de bilans, salle de soins enfants, salle de soins adolescents, salle de soins adultes, relèvent d’une déclaration auprès de la CNIL.

Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- Assurer la sécurité des personnes
- Prévenir les atteintes aux biens

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2** : Le titulaire de l’autorisation est tenu d’informer préalablement l’autorité préfectorale de la date de mise en service des caméras de vidéo-protection.

**ARTICLE 3** : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l’établissement cité à l’article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d’accès du public, de l’existence du système de vidéo-protection et de l’autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d’accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d’accès aux enregistrements.


**Le droit d’accès aux images** pourra s’exercer auprès de Monsieur Jean-Jacques ROUX, gérant, 2 avenue de la Gare 84370 BEDARRIDES.

**ARTICLE 4** : Hormis le cas d’une enquête de flagrant délit, d’une enquête préliminaire ou d’une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 14 jours.

**ARTICLE 5** : Le droit d’accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions du code de la sécurité intérieure.

**Prescription** : les services de gendarmerie et de police nationales ainsi que les douanes peuvent accéder aux images dans le cadre de leurs missions de police administrative. L’accès aux images et enregistrements n’est ouvert qu’aux agents individuellement désignés et dûment habilités par le chef de service ou le chef d’unité où ils sont affectés. Cet accès est prescrit pour la totalité de la durée de validité de l’autorisation. La durée pendant laquelle ces services peuvent conserver les images est fixée à 30 jours. (cette durée est décomptée à partir du moment où lesdits services ont reçu transmission des images ou y ont eu accès).

**ARTICLE 6** : Le titulaire de l’autorisation doit obligatoirement tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**ARTICLE 7** : Le titulaire de l’autorisation doit s’assurer des conditions de sécurisation de l’accès aux images. Il doit également se porter garant des personnes qui interviennent dans l’exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Les personnes habilitées à exploiter les images sont celles désignées dans le dossier de
demande d’autorisation. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu’elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

**ARTICLE 8** : Toute modification du système autorisé, présentant un caractère substantiel, doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images, modification du nombre de caméras).

**ARTICLE 9** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l’intéressé ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure, ou en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu’au regard du code de la sécurité intérieure susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d’autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**ARTICLE 10** : Le système concerné doit faire l’objet d’une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai de cinq ans susmentionné. Une nouvelle demande doit être présentée à la Préfecture quatre mois avant l’échéance de ce délai.

**ARTICLE 11** : Outre les recours administratifs, cette décision peut faire l’objet d’un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 12** : Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse, Madame le maire d’Avignon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie est adressée à Monsieur Jean-Jacques ROUX.

Avignon, le 18 AVR. 2017

Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet,

[Signature]

Martin CHASLUS
CABINET DU PREFET
Bureau du Cabinet
Affaire suivie par Corinne KATITSCH
Tél : 04 88 17 80 39
Télécopie : 04 99 86 20 76
Courriel : pref-video-protection@vauxluse.gouv.fr

PREFET DE VAUCLUSE

ARRÊTÉ

Portant modification de l’arrêté du 30 juillet 2015
relatif à la désignation des membres de la commission départementale
de vidéoprotection de Vaucluse

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D’HONNEUR
OFFICIER DE L’ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L.223-9, L.251-1 à
L. 255-1, L.613-13 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au
fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l’arrêté préfectoral du 30 juillet 2015 portant désignation des membres de la
commission départementale de vidéoprotection de Vaucluse, pour une durée de trois
ans à compter du 27 septembre 2015 ;

Vu le courrier en date du 6 avril 2017 transmis par Monsieur le Président de la
Chambre de Commerce et d’Industrie d’Avignon et de Vaucluse désignant de
nouveaux représentants de la Chambre de Commerce et d’Industrie d’Avignon et de
Vaucluse, au sein de la commission départementale de vidéoprotection ;

Vu l’arrêté du 12 juillet 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Martin
CHASLUS, sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Vaucluse ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse,

ARRÊTE

ARTICLE 1ER : l’article 1er de l’arrêté du 30 juillet 2015 est modifié comme suit :

Monsieur Patrick LANZAFAME est désigné en qualité de membre titulaire au sein
de la commission départementale de vidéoprotection, en remplacement de Monsieur
Jean-Louis BONZI, pour la durée du mandat restant à courir.
Monsieur Serge DI MARCO, est désigné en qualité de **membre suppléant** au sein de la commission départementale de vidéoprotection, en remplacement de Monsieur Philippe MARGAINE, pour la durée du mandat restant à courir.

**ARTICLE 2 :** les dispositions des articles 2 à 7 de l’arrêté du 30 juillet 2015 demeurent inchangées.

**ARTICLE 3 :** Le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres titulaires et suppléants de la commission départementale de vidéoprotection et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Avignon, le **18 AVR. 2017**

Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet,

Martín CHASLUS
ARRÊTÉ INTERPREFECTORAL du 20 AVR. 2017
modifiant l’arrêté interpréfectoral du 30 décembre 2016
portant recomposition à compter du 1er janvier 2017
du conseil communautaire de la communauté d'agglomération
du Grand Avignon

Le préfet de Vaucluse,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

et

Le préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L5211-6, L5211-6-1 et L5211-6-2 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe, et notamment son article 35 ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 22 décembre 2000 prononçant la transformation de la communauté de communes du Grand Avignon en communauté d'agglomération, modifié ;

VU l’arrêté inter-préfectoral du 28 avril 2015 concernant la composition du conseil communautaire de la communauté d’agglomération du Grand Avignon ;

VU l'arrêté du préfet de Vaucluse du 31 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale du Vaucluse ;

VU l’arrêté inter-préfectoral du 8 septembre 2016 portant extension de périmètre de la communauté d’agglomération du Grand Avignon aux communes de Montfaucon et Roquemaure ;

1
VU l’arrêté inter-préfectoral du 30 décembre 2016 portant recomposition à compter du 1er janvier 2017 du conseil communautaire de la communauté d’agglomération du Grand Avignon ;


VU les délibérations n’approuvant pas le même accord local, des conseils municipaux des communes d’Avignon (23 novembre 2016), Caumont sur Durance (1er décembre 2016) et Sauveterre (21 novembre 2016) ;

CONSIDERANT la délibération du conseil municipal de la commune de Pujaut (1er décembre 2016) rejetant l’accord local pour une répartition des sièges de conseillers communautaires ;

CONSIDERANT l’absence d’approbation, à la majorité qualifiée régie par le I de l’article L.5211-6-1 du CGCT, d’un accord local pour la fixation du nombre et de la répartition des sièges de conseillers communautaires, et l’application des dispositions des II à VI du même article ;

SUR la proposition des secrétaires généraux des préfectures de Vaucluse et du Gard,

**ARRÊTÉNT**:

**Article 1er :** Afin de rectifier une erreur matérielle dans l’arrêté du 30 décembre 2016 précité, il est ajouté parmi les délibérations visées la délibération du conseil municipal de la commune de Pujaut du 1er décembre 2016.
Le reste de l’arrêté inter-préfectoral du 30 décembre 2016 reste sans changement.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse et de la préfecture du Gard. Il peut faire l’objet d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3 :** Les secrétaires généraux des préfectures de Vaucluse et du Gard et le président de la communauté d’agglomération du Grand Avignon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Le Préfet de Vaucluse

[Signature]

Le Préfet du Gard

Pour le Préfet,
le secrétaire général

François LALANNE
ARRÊTÉ
portant autorisation d'un système de vidéo-protection
sur le site du parking des Halles et les Halles centrales d'Avignon

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGEND D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L.223-9, L.251-1 à L. 255-1, L.613-13 et R. 251-1 à R. 253-4 ;
Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;
Vu l'arrêté du 12 juillet 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Martin CHASLUS, sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Vaucluse ;
Vu l'arrêté préfectoral n°SI2007-11-14-0260 du 14 novembre 2007 portant autorisation d'un dispositif de vidéosurveillance installé aux « Halles et parking des Halles à Avignon » ;
Vu la demande présentée par Monsieur Pierre BONNABAUD, directeur régional de la société INDIGO dont le siège social est situé 146 rue Paradis 13006 MARSEILLE, portant autorisation d’exploitation du système de vidéo-protection installé sur le site du parking des Halles et les Halles centrales, sis 18 place Pie 84000 AVIGNON ;
Considérant que la commission départementale de vidéoprotection doit se prononcer dans le délai de trois mois et que passé le délai de trois mois, l’avis de la commission est réputé donné et le préfet prend la décision qui lui paraît appropriée ;
SUR la proposition de Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Monsieur Pierre BONNABAUD, représentant la société INDIGO est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à mettre en œuvre à l’adresse sus-indiquée, un système de vidéo-protection, conformément à la demande enregistrée sous le numéro 20160479 et sous réserve de la réalisation des prescriptions suivantes : les caméras extérieures devront être disposées de façon à ne pas visionner la voie publique et ne pas filmer les parties privatives de tiers.

Ce système comporte 24 caméras (19 caméras intérieures, 5 caméras extérieures).
Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- Assurer la sécurité des personnes
- Assurer le secours à personnes, la protection contre les incendies et prévenir les risques naturels ou technologiques
- Prévenir les atteintes aux biens

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2 : Le titulaire de l’autorisation est tenu d’ informer préalablement l’autorité préfectorale de la date de mise en service des caméras de vidéo-protection.

ARTICLE 3 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l’établissement cité à l’article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d’accès du public, de l’existence du système de vidéo-protection et de l’autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d’accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d’accès aux enregistrements.


Le droit d’accès aux images pourra s’exercer auprès du directeur régional de la société INDIGO, 146 rue Paradis 13006 MARSEILLE.

ARTICLE 4 : Hormis le cas d’une enquête de flagrant délit, d’une enquête préliminaire ou d’une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 14 jours.

ARTICLE 5 : Le droit d’accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions du code de la sécurité intérieure.

Prescription : les services de gendarmerie et de police nationales ainsi que les douanes peuvent accéder aux images dans le cadre de leurs missions de police administrative. L’accès aux images et enregistrements n’est ouvert qu’aux agents individuellement désignés et dûment habilités par le chef de service ou le chef d’unité où ils sont affectés. Cet accès est prescrit pour la totalité de la durée de validité de l’autorisation. La durée pendant laquelle ces services peuvent conserver les images est fixée à 30 jours. (Cette durée est décomptée à partir du moment où lesdits services ont reçu transmission des images ou y ont eu accès).

ARTICLE 6 : Le titulaire de l’autorisation doit obligatoirement tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 7 : Le titulaire de l’autorisation doit s’assurer des conditions de sécurisation de l’accès aux images. Il doit également se porter garant des personnes qui interviennent dans l’exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Les personnes habilitées à exploiter les images sont celles désignées dans le dossier de demande d’autorisation. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu’elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.
ARTICLE 8 : Toute modification du système autorisé, présentant un caractère substantiel, doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images, modification du nombre de caméras).

ARTICLE 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure, ou en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure susvisée, Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10 : Le système concerné doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai de cinq ans susmentionné. Une nouvelle demande doit être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 11 : Outre les recours administratifs, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 12 : Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Vaucluse, Madame le maire d'Avignon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie est adressée à Monsieur Pierre BONNABAUD.

Avignon, le 21 AVR. 2017

Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet,

[Signature]
ARRÊTÉ (modificatif)

DRUCT-BRE-2017-n° 23
portant habilitation dans le domaine funéraire

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L’ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2223-19, L.2223-23 à L.2223-25 et R.2223-56 à R.2223-65 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l’organisation et à l’action des services de l’État dans les régions et départements ;

VU l’arrêté préfectoral DRUCT-BRE-2016-n°62 du 29 août 2016 portant habilitation dans le domaine funéraire de la SARL Ambulance de la Nesque à Pernes les fontaines ;

VU l’arrêté préfectoral du 23 mars 2016 portant création d’une chambre funéraire à Pernes les Fontaines ;

VU la demande présentée le 30 mars 2017 par la SARL Ambulance de la Nesque à Pernes les Fontaines représentée par Madame Valérie Docquincourt co-gérante et Monsieur Thierry Zunino co-gérant, sollicitant la modification de l’habilitation susvisée, en vue de l’extension des prestations funéraires réalisées par la société susnommée ;

VU l’arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Thierry DEMARET secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

CONSIDÉRANT que ladite demande est constituée conformément à la législation en vigueur ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
ARRÊTE

ARTICLE 1er : l’article 1 de l’arrêté préfectoral DRUCT-BRE-2016-nº62 du 29 août 2016 susvisé, est modifié comme suit : la SARL Ambulance de la Nesque sise 700 petite route de Carpentras 84210 Pernes les Fontaines exploitée par Madame Valérie Docquincourt co-gérante et Monsieur Thierry Zunino co-gérant est habilitée pour exercer sur l’ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- Organisation des obsèques,
- Soins de conservation,
- Transport de corps avant/après mise en bière,
- Fourniture de voiture de deuil,
- Fourniture de corbillards,
- Fourniture des housses, de cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- Fourniture de personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations,
- Gestion et utilisation d’une chambre funéraire située 700 petite route de Carpentras 84210 Pernes les Fontaines ;


ARTICLE 3 : l’habilitation est valable jusqu’au 29 août 2022.

ARTICLE 4 : le reste sans changement.

ARTICLE 5 : le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse et le sous-préfet de l’arrondissement de Carpentras sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Avignon, le

Pour le préfet,

le sous-préfet chargé de mission,

[Signature]

Charbel ABOUD
ARRÊTÉ N° 2017/02/MR/SPA
Décernant le titre de maître-restaurateur à Monsieur Jean-Marie ALLOIN
gérant de la SARL « LES PREVOTS » à L’Isle-sur-la-Sorgue

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code général des impôts, notamment son article 244 quater Q ;

VU le décret n° 2007-1359 du 14 septembre 2007 relatif au titre de maître-
restaurateur ;

VU l'arrêté interministériel du 14 septembre 2007 modifié relatif à l'attribution du titre
de maître-restaurateur ;

VU l'arrêté ministériel du 14 septembre 2007 relatif au cahier des charges du titre de
maître-restaurateur ;

VU l'arrêté ministériel du 14 septembre 2007 relatif aux conditions de justifications
des compétences requises pour bénéficier du titre de maître-restaurateur ;

VU l'arrêté ministériel du 17 janvier 2008 fixant la liste des organismes certificateurs
aptes à réaliser l'audit externe relatif à la délivrance du titre de maître-restaurateur ;

VU la circulaire ministérielle du 24 avril 2008 relative à la mise en œuvre du titre de
maître-restaurateur ;

VU la demande présentée par Monsieur Benjamin FABRE par laquelle l’intéressé
solicite l'obtention du titre de maître-restaurateur ;

VU Vu l'arrêté de délégation de signature de Mme CONCA, sous-préfète d’Apt, du 17
mars 2017 ;

CONSIDERANT que Monsieur Jean-Marie ALLOIN, gérant de la SARL « LES
PREVOTS » située à 4B Rue Jean-Jacques Rousseau, 84800 L’Isle-sur-la-Sorgue
remplit toutes les conditions fixées par les textes susvisés ;

SUR proposition de madame la sous-préfète d’Apt ;
**ARRÊTE**

**ARTICLE 1ER :** Le titre de maître-restaurateur est décerné à Monsieur Jean-Marie ALLOIN, gérant de la SARL « LES PREVOTS » située 4B Rue Jean-Jacques Rousseau, 84800 l’Isle-sur-la-Sorgue

**ARTICLE 2 :** Le présent acte est valable pour une durée maximum de quatre ans à compter de sa publication.

**ARTICLE 3 :** Tout changement intervenant dans l'un des éléments ayant conduit à l'attribution de ce titre devra être immédiatement signalé à la sous préfecture d'Apt.

**ARTICLE 4 :** Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par voie de recours gracieux auprès de la commission régionale de recours pour l'attribution du titre de maître-restaurateur dont le secrétariat est assuré par le secrétariat général pour les affaires régionales Bd Paul Peytral 13282 Marseille cedex 20.


Fait à Apt, le 27 Avril 2017

Pour le Préfet
La Sous-Préfète d’Apt,

Dominique CONCA
ARRÊTÉ
portant renouvellement de l'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière

LE PREFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de la route, notamment ses articles, L 213-1 à L 213-8 et R 213-1 à R 213-6,

VU l'arrêté ministériel n° EQUS 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012102-0002 du 11 avril 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur,

VU l'arrêté préfectoral n° 002 du 05 janvier 2017 donnant délégation de signature à Madame Annick BAILLE, Directrice Départementale des Territoires de Vaucluse,

VU l'arrêté préfectoral n° 003 du 09 janvier 2017 donnant subdélégation de signature à Monsieur Jean-Paul DELCASSO, Chef du Service Expertise de Crise et Usage de la Route (SECUR),

Considérant la demande d'agrément déposée le 10 avril 2017, présentée par Monsieur GRIMAL Rémy en vue du renouvellement de l'agrément délivré le 08 avril 2012,

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires,

SUR la proposition de M. le directeur départemental des Territoires de Vaucluse,

ARRÊTE :

Article 1° : Monsieur GRIMAL Rémy, gérant de la SARL CFR Vaucluse, est autorisé à exploiter, sous le n° E 02 084 0373 0, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé « Auto-école CFR Vaucluse » et situé 37, rue de la Tour – 84120 Pertuis.
Article 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter du 08 avril 2017. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

Article 3 : L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

AM/A1/A2/A/B/AAC/BE

Article 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, au titre de la société par son gérant, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 janvier 2001 susvisé.

Article 5 : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : Pour toute transformation du local d'activité, tout changement de responsable, tout abandon ou toute extension, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans la salle dédiée à l'enseignement, y compris l'enseignant, est fixe à 9 personnes.

Article 8 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 08 janvier 2001 susvisé.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le délégué à l'éducation routière, le commandant du groupement de gendarmerie, la directrice de la protection des populations, et le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Pour le Préfet,
Pour la directrice départementale des territoires de Vaucluse,
Le chef du service expertise de crise et usages de la route
Fait à Avignon, le 18 AVR 2017

Jean-Paul Deschaseaux

Délais et voies de recours :
Le bénéficiaire d'une décision administrative qui souhaite la contester peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Fouchères CS 88010 30941 Nîmes Cedex 09. Il peut également saisir d'un recours gracieux, l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale des territoires
Service expertise de crise et usages de la route
Éducation Routière
Siège social par Gérard Baubry
tél : 04 88 17 83 64
fax : 04 90 13 21 49
general.baubry@vaunluse.gouv.fr

ARRÊTÉ
portant renouvellement de l’agrément d’un établissement d’enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière

LE PREFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE LA LEGION D’HONNEUR
OFFICIER DE L’ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de la route, notamment ses articles, L 213-1 à L 213-8 et R 213-1 à R 213-6,

VU l’arrêté ministériel n° EQUUS 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l’exploitation des établissements d’enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière,

VU l’arrêté préfectoral n° 2012074-0016 du 14 mars 2012 portant renouvellement de l’agrément d’un établissement d’enseignement de la conduite des véhicules à moteur,

VU l’arrêté préfectoral n° 002 du 05 janvier 2017 donnant délégation de signature à Madame Annick BAILLE, Directrice Départementale des Territoires de Vaucluse,

VU l’arrêté préfectoral n° 003 du 09 janvier 2017 donnant subdélégation de signature à Monsieur Jean-Paul DELCASSO, Chef du Service Expertise de Crise et Usage de la Route (SECUR),

Considérant la demande d'agrément déposée le 09 février 2017, présentée par Monsieur BRAAT Jacques en vue du renouvellement de l’agrément délivré le 14 mars 2012,

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires,

SUR la proposition de M. le directeur départemental des Territoires de Vaucluse,

ARRÊTE :

Article 1° : Monsieur BRAAT Jacques, gérant de la SARL Auto-Ecole JACKY, est autorisé à exploiter, sous le n° B 02 084 0484 0, un établissement d’enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé Auto-Ecole JACKY et situé 85, avenue Pierre de Coubertin – 84270 Vedène.
**Article 2** : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter du 14 mars 2017. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 3** : L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

AM/A/A2/A1/B/AAC

**Article 4** : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, au titre de la société par son gérant, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 5** : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6** : Pour toute transformation du local d'activité, tout changement de responsable, tout abandon ou toute extension, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7** : Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans la salle dédiée à l'enseignement, y compris l'enseignant, est fixé à 15 personnes.

**Article 8** : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 9** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le délégué à l'éducation routière, le commandant du groupement de gendarmerie, la directrice de la protection des populations, et le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Pour le Préfet,
Pour la directrice départementale des territoires de Vaucluse,
Le chef du service expertise de crise et usages de la route
Fait à Avignon, le 18 AVR. 2017

Jean-Paul Dascaso

---

**Délais et voies de recours** :
Le bénéficiaire d'une décision administrative qui souhaite la contester peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le délai de DREUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères CS 88010 30941 Nîmes Cedex 09. Il peut également saisir d'un recours gracieux, l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
ARRÊTÉ
portant renouvellement de l'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière

LE PREFET DE VAUCLEUSE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de la route, notamment ses articles, L. 213-1 à L. 213-8 et R 213-1 à R 213-6,

VU l'arrêté ministériel n° EQUIS 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012074-0023 du 14 mars 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur,

VU l'arrêté préfectoral n° 002 du 05 janvier 2017 donnant délégation de signature à Madame Annick BAILLE, Directrice Départementale des Territoires de Vaucluse,

VU l'arrêté préfectoral n° 003 du 09 janvier 2017 donnant subdélégation de signature à Monsieur Jean-Paul DELCASCO, Chef du Service Expertise de Crise et Usage de la Route (SECUR),

Considérant la demande d'agrément déposée le 09 février 2017, présentée par Monsieur BRAAT Jacques en vue du renouvellement de l'agrément délivré le 12 mars 2012,

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires,

SUR la proposition de M. le directeur départemental des Territoires de Vaucluse,

ARRÊTE :

Article 1er : Monsieur BRAAT Jacques, gérant de la SARL Auto-Ecole JACKY, est autorisé à exploiter, sous le n° E 02 084 0413 0, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé « Auto-Ecole JACKY » et situé 6, avenue Gustave Goutarel – 84130 Le Pontet.
Article 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter du 12 mars 2017. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l’établissement remplit toutes les conditions requises.

Article 3 : L’établissement est habilité, au vu des autorisations d’enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

AM/A/A2/A1/B/AAC

Article 4 : Le présent agrément n’est valable que pour l’exploitation d’un établissement, au titre de la société par son gérant, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 5 : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d’agrément devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : Pour toute transformation du local d’activité, tout changement de responsable, tout abandon ou toute extension, l’exploitant est tenu d’adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : Le nombre de personnes susceptibles d’être admises simultanément dans la salle dédiée à l’enseignement, y compris l’enseignant, est fixé à 25 personnes.

Article 8 : L’agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l’arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le délégué à l’éducation routière, le commandant du groupement de gendarmerie, la directrice de la protection des populations, et le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l’application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Pour le Préfet,
Pour la directrice départementale des territoires de Vaucluse,
Le chef du service expertise de crise et usages de la route
Fait à Avignon, le 18 AVR. 2017

Jean-Paul Delasséo

Délais et voies de recours :
Le bénéficiaire d’une décision administrative qui souhaite la contester peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d’un recours contentieux dans le délai de DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères CS 88010 30941 Nîmes Cedex 09. Il peut également saisir d’un recours gracieux, l’auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l’absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
ARRÊTÉ

portant renouvellement de l’agrément d’un établissement d’enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière

LE PREFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de la route, notamment ses articles, L 213-1 à L 213-8 et R 213-1 à R 213-6,

VU l'arrêté ministériel n° EQU 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012074-0022 du 14 mars 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur,

VU l'arrêté préfectoral n° 002 du 05 janvier 2017 donnant délégation de signature à Madame Annick BAILLE, Directrice Départementale des Territoires de Vaucluse,

VU l'arrêté préfectoral n° 003 du 09 janvier 2017 donnant subdélégation de signature à Monsieur Jean-Paul DELCASSO, Chef du Service Expertise de Crise et Usage de la Route (SECUR),

Considérant la demande d'agrément déposée le 09 février 2017, présentée par Monsieur BRAAT Jacques en vue du renouvellement de l'agrément délivré le 12 mars 2012,

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires,

SUR la proposition de M. le directeur départemental des Territoires de Vaucluse,

ARRÊTE :

Article 1er : Monsieur BRAAT Jacques, gérant de la SARL Auto-Ecole JACKY, est autorisé à exploiter, sous le n° E 02 084 0481 0, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé « Auto-Ecole JACKY » et situé 116, avenue Pierre Sémand – 84000 Avignon.

Arrêté portant renouvellement de l'agrément quinquennal d'un établissement d'enseignement de la conduite automobile
Auto-Ecole JACKY - 116, avenue Pierre Sémand – 84000 Avignon...
Article 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter du 12 mars 2017. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

Article 3 : L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

AM/A/A2/A1/B/AAC

Article 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, au titre de la société par son gérant, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 5 : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : Pour toute transformation du local d'activité, tout changement de responsable, tout abandon ou toute extension, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans la salle dédiée à l'enseignement, y compris l'enseignant, est fixé à 12 personnes.

Article 8 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le délégué à l'éducation routière, le commandant du groupement de gendarmerie, la directrice de la protection des populations, et le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés chacun en ce qui concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Pour le Préfet,
Pour la directrice départementale des territoires de Vaucluse,
Le chef du service expertise de crise et usages de la route
Fait à Avignon, le 18 AVR/2017
Jean-Paul Delmasso

Délais et voies de recours :
Le bénéficiaire d'une décision administrative qui souhaite la contester peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le délai de DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères CS 88010 30941 Nîmes Cedex 09. Il peut également saisir d'un recours gracieux, l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
ARRÊTE PREFECTORAL DU 20 AVR. 2017

portant autorisation unique au titre de l’article L. 214-3 du code de l’environnement,
en application de l’ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014
concernant les travaux d’aménagement de la ZAC "BEL AIR"

COMMUNE D’AVIGNON

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D’HONNEUR
OFFICIER DE L’ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l’environnement ;

VU le code du patrimoine, notamment son livre V ;

VU l’arrêté du 27 août 1999 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996
et fixant les prescriptions techniques générales applicables aux opérations de création
de plan d'eau, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration en application de
articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l’environnement et relevant de la rubrique
3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée à l’article R. 214-1 du code de l’environnement ;

VU l’ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l’expérimentation d’une
autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à
autorisation au titre du L.214-3 du code de l’environnement ;

VU le décret n° 2014-751 du 1er juillet 2014 d’application de l’ordonnance
n° 2014-619 du 12 juin 2014 ;

VU le schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin
Rhône-Méditerranée approuvé le 03 décembre 2015 par arrêté du préfet coordonnateur
de bassin ;
VU le dossier présenté le 12 septembre 2016 par Madame la Présidente de la société d'économie mixte CITADIS, sise 6, Passage de l'Oratoire à 84000 Avignon, en vue d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux d'aménagement de la ZAC "Bel Air" sur la commune d'AVIGNON ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de la commune d'AVIGNON, en date du 30 septembre 2015 ;

VU les pièces complémentaires demandées et reçues le 12 décembre 2016 ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé (ARS) reçu le 21 octobre 2016 ;

VU l'avis de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) reçu le 18 décembre 2016 ;

VU l'avis de l'Autorité environnementale du 20 décembre 2016 ;

VU l'avis de l'unité biodiversité de la DREAL PACA du 10 novembre 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016 portant ouverture de l'enquête publique entre le 16 janvier 2017 et le 16 février 2017 ;

VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 14 mars 2017 ;

VU le courrier en date du 07 avril 2017 adressé au bénéficiaire pour observation sur le projet d'arrêté d'autorisation, dans le cadre de la phase contradictoire ;

VU les observations adressées par courrier du 12 avril 2017 par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

CONSIDÉRANT que la disposition 5A-04 du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée préconise de limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source (noues, bassins d'infiltration, chaussées drainantes, toitures végétalisées, etc) ;

CONSIDÉRANT que la rubrique 2.1.5.0. de l'article R. 214-1 du code de l'environnement dispose que le rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles d'un projet dont la surface est supérieure à 20 ha est soumis à autorisation ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône- Méditerranée ;
CONSIDÉRANT que le projet a fait l'objet d'une procédure administrative réglementaire conforme aux prescriptions de l'ordonnance n° 2014- 619 du 12 juin 2014 susvisée ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau en permettant de concilier les exigences de la conservation et du libre écoulement des eaux avec la protection contre les inondations ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de Vaucluse,

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1er : Bénéficiaire de l'autorisation unique

La société d'économie mixte de la ville d'Avignon, de l'agglomération d'Avignon et du département de Vaucluse, CITADIS, 6 Passage de l'Oratoire, 84000 AVIGNON, représentée par sa présidente Madame Cécile HELLE.

ARTICLE 2 : Objet de l'autorisation

Aménagement de la ZAC "Bel Air", sur une surface de 28,2 ha sur la commune d'AVIGNON.

Le périmètre de la ZAC est situé au sud-est du centre urbain. Il est bordé :
  • au nord, par le chemin de Bel-Air,
  • au sud, par la zone d'activités de la Cristole,
  • à l'est, par le chemin de l'Herbe, puis les propriétés bâties existantes,
  • à l'ouest, par le quartier de Saint-Chamand.

L'opération consiste en la desserte et la viabilisation de la ZAC "Bel Air".

Ce programme d'aménagement intègre environ 96 500 m² de surfaces construites, décomposées comme suit :
  • Habitat, environ 65 000 m² (surface de plancher), soit environ 900 à 950 logements.
  • Activités tertiaires et commerciales : 3 500 m².
  • Équipements : 28 000 m² (collège, bâtiments CCI formation...).
ARTICLE 3 : Nomenclature

Les travaux autorisés à l'article 2 et décrits à l'article 4 relèvent des rubriques ci-après de l'article R. 214-1 du code de l'environnement et sont soumis à autorisation unique en application du décret n° 2014-751 du 1er juillet 2014.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Rubrique</th>
<th>Type d'opération</th>
<th>Procédure</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2.1.5.0</td>
<td>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 20 ha. 1° Supérieure ou égale à 20 ha ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.</td>
<td>Autorisation</td>
</tr>
<tr>
<td>3.2.3.0</td>
<td>Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha.</td>
<td>Déclaration</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ARTICLE 4 : Description des aménagements

4.1 Phasage de l'opération (annexe 1)

La réalisation du projet est prévue en 3 phases :
- Phase 1 : Urbanisation de la partie Est du quartier.
- Phase 2 : Urbanisation de la partie centrale de la ZAC.
- Phase 3 : Urbanisation de l'extrémité Nord-Ouest de la ZAC. L'urbanisation de cette zone en dernière phase permettra à l'agriculteur encore en activité de prolonger son exploitation pour quelques années.

Les terrains destinés à l'extension du campus de la CCI seront aménagés indépendamment des trois autres phases.

4.2 : Gestion des eaux pluviales

Concernant la gestion des eaux pluviales, le choix s'est porté sur la gestion intégrée qui consiste à stocker les eaux pluviales au plus près du lieu de précipitation, puis à les restituer, par infiltration vers l'exutoire naturel, en l'occurrence la nappe phréatique superficielle.

Les ouvrages publics seront dimensionnés pour collecter, stocker, infiltrer l'ensemble des eaux pluviales du projet (domaine public et parcelles privées) sur la base d'un événement d'occurrence centennale. Les eaux pluviales seront collectées via des noues et dirigées dans des grands jardins paysagers jouant le rôle de bassins d'infiltration. Des éperons drainants seront réalisés aux points bas de chaque bassin afin de permettre une bonne vidange de ceux-ci.

La ZAC sera divisée en 9 sous-bassins versants, chaque sous bassin versant disposera d'un bassin de rétention fonctionnant par infiltration grâce à un ou plusieurs puits d'infiltration sauf pour le bassin versant n° 1 qui fonctionnera par infiltration directe.
### Bassins de rétention

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Profondeur</th>
<th>Surface</th>
<th>Volume</th>
<th>Noues prof. = 0,5 m</th>
<th>Éperon</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Surface</td>
<td>Volume</td>
</tr>
<tr>
<td>BV 1</td>
<td>1,57 m</td>
<td>1 223 m²</td>
<td>1 698 m³</td>
<td>425 m³</td>
<td>106 m²</td>
</tr>
<tr>
<td>BV 2</td>
<td>0,5 m</td>
<td>2 227 m²</td>
<td>1 042 m³</td>
<td>585 m³</td>
<td>146 m²</td>
</tr>
<tr>
<td>BV 3</td>
<td>0,97 m</td>
<td>1 714 m²</td>
<td>1 663 m³</td>
<td>575 m³</td>
<td>144 m²</td>
</tr>
<tr>
<td>BV 4</td>
<td>1,4 m</td>
<td>2 530 m²</td>
<td>2 751 m³</td>
<td>1 520 m³</td>
<td>324 m³</td>
</tr>
<tr>
<td>BV 5</td>
<td>1,32 m</td>
<td>3 645 m²</td>
<td>4 109 m³</td>
<td>1 520 m³</td>
<td>380 m³</td>
</tr>
<tr>
<td>BV 6</td>
<td>0,81 m</td>
<td>3 224 m²</td>
<td>2 464 m³</td>
<td>770 m³</td>
<td>193 m²</td>
</tr>
<tr>
<td>BV 7</td>
<td>0,92 m</td>
<td>2 240 m²</td>
<td>1 688 m³</td>
<td>990 m³</td>
<td>248 m²</td>
</tr>
<tr>
<td>BV 8</td>
<td>0,65 m</td>
<td>1 400 m²</td>
<td>783 m³</td>
<td>345 m³</td>
<td>86 m²</td>
</tr>
<tr>
<td>BV 9</td>
<td>0,89 m</td>
<td>5 600 m²</td>
<td>4 584 m³</td>
<td>713 m³</td>
<td>178 m²</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td></td>
<td>23 803 m³</td>
<td><strong>20 782 m³</strong></td>
<td>7 443 m³</td>
<td><strong>1 805 m³</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le volume total stocké sur les espaces publics du site est de 20 782 m³ + 1 805 m³ soit 22 587 m³

Le volume nécessaire pour stoker une pluie centennale est de 18 300 m³
Le volume excédentaire est de 4 287 m³

**Titre II : PRESCRIPTIONS**

**ARTICLE 5 :** Mesures d'évitement, de réduction et de compensation et suivi des incidences

**5.1 : En phase chantier**

Les entreprises attributaires des travaux devront respecter les prescriptions suivantes :

- Terrassements réalisés prioritairement durant la saison sèche afin de limiter le risque d'entraînement par les eaux de pluie de matières en suspension et des polluants associés ;
- Aires de stationnement des engins et centrales de fabrication de béton installées sur des zones imperméabilisées isolées des écoulements extérieurs ;
- Mise en place de bacs de rétention efficaces pour le stockage éventuel de produits dangereux ;
- Réalisation des opérations de nettoyage, d'entretien, de réparation et de ravitaillage des engins et du matériel sur l'emprise prévue à cet effet ;
- Stockage des hydrocarbures dans des cuves situées sur les installations de chantier. Ces cuves répondront aux normes en vigueur (double enveloppe) avec bac à sable étanche sur la zone de ravitaillage des camions ;
- Transport et élimination dans un centre de récupération autorisé, des matières végétales en vue de la mise en place du chantier ;
- Excavation, stockage sur une surface étanche et acheminement des éventuelles terres polluées par des déversements accidentels (hydrocarbures, huiles de vidange) vers un centre de traitement spécialisé ;
- Bâchage des bennes de transport de matériaux de chantier afin d'éviter la dispersion de poussières entre le lieu de production et le chantier ;
- Recours à des produits peu polluants (huiles végétales privilégiées en remplacement des huiles minérales ou produits biodégradables) ;
- Installation de sanitaires pendant toute la durée du chantier ;
- Mise à disposition de kits anti-pollution sur le chantier ;
- Utilisation d'engins conformes aux normes en vigueur et entretien régulier ;
- Récupération des déchets dangereux dans des bacs adaptés et suivi de leur devenir ;
- Collecte des eaux de ruissellement par la réalisation de noues de stockage en limite d'opération.
- Rejet d'effluents liquides non traités strictement interdit ;
- Eaux usées acheminées vers les réseaux d'assainissement existants ;
- Tous les solvants usagés utilisés sur le chantier seront repris par l'entreprise utilisatrice qui devra justifier de leur bonne élimination (bordereau de suivi de déchet exigé) ;
- Vidanges de matériels sur le site interdites, le gros entretien ne sera pas assuré sur le site ;
- Les laitances de béton seront décantées. La phase liquide sera collectée avec les déchets de béton propre. La phase liquide sera, dans la mesure du possible réutilisée pour la fabrication de béton frais.
- Concernant la réalisation des éperons drainants rencontrant la nappe souterraine, les entreprises veilleront à travailler avec du matériel propre et décontaminé de toute source de pollution ;
- L'accès du chantier sera interdit au public (panneaux signalant le danger et interdisant l'entrée).

5.1.1 : Mesures de réduction
Élaboration d'un phasage des travaux en fonction du calendrier biologique des espèces :
- Réaliser les phases de débroussaillage prioritairement hors des principales périodes de sensibilité écologique ;
- Réaliser les travaux préliminaires prioritairement du début du mois d'août à la fin du mois de février ;
• Réaliser les travaux de terrassement ; l'installation de la base vive ; le stockage tampon hors de la période de sensibilité prioritairement dans la continuité immédiate des travaux de débroussaillage ;
• Réaliser les travaux d’aménagement dans la continuité des travaux de débroussaillage et sans interruption jusqu’à la réception des aménagements.
• Mettre en place un balisage léger à l’aide de ru-balise sur les zones "éloignées" du chantier. Pour les secteurs à enjeux à proximité du chantier, un balisage plus serré et en dur sera réalisé afin de cantonner l’emprise des travaux au maximum ;
• Ce balisage devra être mis en œuvre sur les zones définies comme habitat du Criquet tricolore (au sud-est de la zone, à proximité du bassin de Bel-Air).

5.1.2 : Limitation de la prolifération des espèces invasives.
• De manière préventive, un nettoyage des machines sera réalisé régulièrement et particulièrement suite à une exposition aux espèces invasives ;
• Les zones d’entretien des engins de travaux seront définies avec l’aide d’un expert-écologue ;
• En outre, les rémanents de coupe devront être traités obligatoirement dans un centre adapté afin de réduire les potentialités de propagation des espèces exogènes.

5.1.3 : Mesures de compensation
• Création d’habitat de substitution pour la petite faune terrestre ;
• Réalisation de refuges à herpétofaune et micro-mammifères pendant la phase de chantier. Deux à trois gîtes de ce type par parcelle agricole aménagée seront installés.

5.2 : En phase exploitation

Les mesures suivantes seront mises en œuvre :
• Conserver des linéaires arborés et arbres remarquables (mesure d’évitement) ;
• Définir un calendrier des travaux de défrichement cohérent avec les enjeux écologiques locaux (mesure de réduction) ;
• Limiter l’emprise du projet sur les secteurs de plus forte sensibilité ;
• Le bassin où le Bihoreau gris a été contacté sera préservé de toute atteinte par la mise en place d’un balisage.

ARTICLE 6 : Moyens de surveillance et d’intervention

6.1. Moyens de surveillance et d’entretien des ouvrages en phase exploitation

Les réseaux d’eaux usées et d’eaux pluviales seront, après leur réalisation et mise en service, remis en propriété et gérés dans le cadre de la réalisation de la ZAC à la Communauté d’Agglomération du Grand AVIGNON.

Un entretien soigné des systèmes de rétention devra être réalisé afin d’éviter la prolifération des moustiques tigres présents sur le site.
6.1.1. Les noues et espaces verts submersibles

- Les noues engazonnées seront tondues mécaniquement 10 à 12 fois par an ;
- Les enrochements d’arrivées d’eau, tout comme les ouvrages annexes (boites, grilles, regards...) nécessitent ponctuellement le passage d’un rotofil avec la même fréquence que pour les tontes de gazon ;
- Pour les noues plantées, un fauchage annuel minimum sera réalisé ;
- Une intervention sur les plantations sera réalisée chaque année. Il faudra veiller à couper les parties mortes des plantes afin de limiter le dépôt de matières organiques en fond de noues et donc limiter leur envasement ;
- L’entretien chimique est proscrit ;
- L’arrosage des plantations, le ramassage des feuilles et des détritus sera effectué aussi souvent que nécessaire, au fil des saisons.

6.1.2. Tranchées - éperons drainants

Afin de préserver le fonctionnement des tranchées ou massifs drainants, l’entretien sera réalisé le plus régulièrement possible pour prévenir tout dysfonctionnement hydraulique. Il est indispensable de :

- Ramasser régulièrement les déchets ou les débris de végétaux qui obstruent les dispositifs d’injection locale et les massifs d’infiltration ;
- Inspecter les orifices d’arrivées et de sorties d’eau en fonction, pendant et après des événements pluvieux significatifs ;
- Nettoyer si besoin, par hydrocurage, les fonds de décantation des ouvrages d’injection.

Pour éviter une surcharge des ouvrages à l’amont, le diamètre et la longueur des drains seront choisis de telle sorte que le curage et le contrôle par inspection caméra soient possibles.

- Un hydro-curage par an des drains sera réalisé ;
- Un curage fréquent des bouches d’injection, regards et avaloirs, est nécessaire pour éviter leur colmatage (1 curage/semestre, 1 remplacement de filtre/an) ;
- Le drain sera de type drain routier à cunette ; ce dernier permet à la fois la décantation des sables, la récupération de pollutions accidentelles et le passage de buses de curage. Leur diamètre sera compris entre 150 et 200 mm au minimum.

ARTICLE 7 : Plan d'intervention

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à la réalisation des travaux ou à l’aménagement en résultant.

Après réalisation des travaux, conformément au dossier de demande d’autorisation et à ses compléments, le pétitionnaire est responsable des accidents ou dommages imputables à la gestion et à l’entretien des ouvrages.

En cas de pollution accidentelle sur les dispositifs d’infiltration, le maître d’ouvrage devra informer le service départemental d’incendie et de secours (SDIS) le plus rapidement possible et mettre en place un plan d’intervention.
Les services de police de l'eau ainsi que l'ARS devront être immédiatement prévenus.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier devront être prises.

Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin de protéger les usagers, les personnes qui interviennent sur le lieu de l'accident et permettre une intervention efficace dans les meilleurs délais.

Les actions suivantes doivent être mises en œuvre en cas de pollution accidentelle sur les voiries :
- Les polluants devront être confinés dans les biefs amont par la mise en place d'ouvrages de confinement dès le signalisation de l'accident (bette de pailles, vannes, obturateur gonflable pour conduite d'assainissement, etc);
- Les polluants doivent être pompés au plus tôt, le maître d'ouvrage devra faire intervenir une entreprise spécialisée pour évacuer les produits polluants ;
- La terre végétale devra être curée et remplacée dans tous les ouvrages souillés (idem pour les végétaux);
- Les sols pollués doivent être transférés vers un centre de traitement adapté ;
- L'ensemble des ouvrages du système (grille EP avec décantation, regard de surverse…) devra être impérativement curé et nettoyé.

**Titre III – DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 8 : Conformité au dossier de demande d’autorisation unique et modification**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d’autorisation, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l’autorisation à l’ouvrage, à l’installation, à son mode d’utilisation, à la réalisation des travaux ou à l’aménagement en résultant ou à l’exercice de l’activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d’autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d’appréciation, conformément aux dispositions de l’article 19 du décret du 1er juillet 2014 susvisé.

**ARTICLE 9 : Accès aux installations et exercice des missions de police**

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l’environnement auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l’article 8 de l’ordonnance du 12 juin 2014 susvisée.
ARTICLE 10 : Début, déroulement et fin des travaux - validation des aménagements réalisés

Le bénéficiaire fournira au service chargé de la police de l'eau, un mois avant la date prévue pour le démarrage des travaux, un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux. Dans ce même délai, le bénéficiaire fournira au service de la police de l'eau les emplacements des sites de stockage des déblais, qui devront se situer en dehors des zones inondables et zones humides et respecter les réglementations en vigueur.

Le bénéficiaire informera le service en charge de la police de l'eau, instructeur du présent dossier, et l'agence française pour la biodiversité (AFB) du démarrage des travaux dans un délai d'au moins 15 jours précédant cette opération.

Le bénéficiaire informera le service en charge de la police de l'eau de l'avancement des travaux et des difficultés rencontrées lors des réunions de chantier en leur faisant parvenir les comptes-rendus de ces réunions.

Le bénéficiaire informera le service en charge de la police de l'eau de la fin des travaux.

Le bénéficiaire remettra au service en charge de la police de l'eau un dossier de récolement des aménagements exécutés.

ARTICLE 11 : Caractère de l'autorisation - durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de la part de l'État conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée.

Le préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer toute prescription additionnelle que la protection des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement rendrait nécessaire.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'autorisation unique cesse de produire effet si l'ouvrage n'a pas été construit ou si les travaux n'ont pas été exécutés dans un délai de 10 ans à compter de la signature du présent arrêté.

La prorogation de l'arrêté portant autorisation unique peut être demandée par le bénéficiaire avant son échéance dans les conditions fixées par l'article 21 du décret du 1er juillet 2014 susvisé.
ARTICLE 12 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

ARTICLE 13 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 14 : Changement de bénéficiaire - modification des installations

En cas de transmission du bénéfice de l’autorisation à une autre personne que celle mentionnée au dossier de demande, le nouveau bénéficiaire devra en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge des ouvrages ou aménagements.

TITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 15 : Publication et information des tiers

En application du 2° du I de l’article 24 du décret du 1er juillet 2014 susvisé et, le cas échéant, de l’article R. 214-19 du code de l’environnement :

- La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse dans un délai de quinze jours à compter de l’adoption de la décision ;
- Un extrait de la présente autorisation, indiquant notamment les motifs qui l’ont fondée ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette opération est soumise, est affiché pendant une durée minimale d’un mois en mairie d'AVIGNON ;
- Un dossier sur l’opération autorisée est mis à la disposition du public à la préfecture de Vaucluse et à la mairie d'AVIGNON pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté ;
- Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation est publié par le préfet aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans un journal diffusé dans le département de Vaucluse ;
- La présente autorisation est mise à disposition du public par publication sur le site Internet de la Préfecture de la Vaucluse pendant une durée d’au moins 1 an.
Ces affichages et publications mentionnent l’obligation, prévue au III de l’article 24 du décret du 1er juillet 2014 susvisé, de notifier à peine d’irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux à l’auteur de la décision et au bénéficiaire de la présente autorisation unique.

ARTICLE 16 : Voies et délais de recours

I/ - Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l’article 24 du décret du 1er juillet 2014 susvisés :

* par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
* par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l’article 3 de l’ordonnance précitée, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité accomplie.

II/ - Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I/, les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent déposer une réclamation auprès de l’autorité administrative compétente, à compter de la mise en service de l’installation ou de l’ouvrage ou du début des travaux ou de l’activité, aux seules fins de contester l’insuffisance ou l’inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que l’installation, l’ouvrage, le travail ou l’activité présente pour le respect des intérêts mentionnés à l’article 3 de l’ordonnance du 12 juin 2014 susvisée.

L’autorité compétente dispose d’un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l’autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l’article 18 du décret du 1er juillet 2014 susvisé.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d’un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision. La date du dépôt de la réclamation à l’administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l’appui de la requête.

III/ - En cas de recours contentieux à l’encontre d’une autorisation unique, l’auteur du recours est tenu, à peine d’irrecevabilité, de notifier son recours à l’auteur de la décision et au titulaire de l’autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l’annulation ou à la réformation d’une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L’auteur d’un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d’irrecevabilité du recours contentieux qu’il pourrait intenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.
La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.
La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 17 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse,
- La déléguée départementale de l'agence régionale de santé,
- La directrice départementale des territoires de Vaucluse,
- Le directeur départemental de la sécurité publique de Vaucluse,
- Le chef de service départemental de l'agence française pour la biodiversité,
- La maire de la commune d'Avignon,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse et qui sera notifié à Monsieur le Directeur de CITADIS à AVIGNON.

Avignon, le 20 AVR. 2017

[Signature]

Le Préfet,

[Signature]
ANNEXE 1 à l'arrêté préfectoral du

LOCALISATION et PHASAGE DES TRAVAUX

PHASAGE
ARRÊTÉ
du 20 AVR. 2017

Portant modification de l’arrêté du 18 décembre 2014
portant nomination des lieutenants de louveterie du
département de Vaucluse – Période 2015-2019

LE PRÉFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'Honneur
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code de l’environnement et notamment ses articles L.427-1 à L.427-7 ; R.427-1 et R.427-3 ;

VU le décret n° 2009-1138 du 22 septembre 2009 relatif à la limite d’âge des lieutenants de louveterie ;

VU la circulaire du Ministère de l’écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEEDDTL) du 05 juillet 2011 relative aux lieutenants de louveterie ;

VU l’arrêté du 18 décembre 2014 portant nomination des lieutenants de louveterie du département de Vaucluse pour la période 2015-2019 ;

VU l’avis du Président de la fédération départementale des chasseurs ;

CONSIDÉRANT que l’article L.427-1 du code de l’environnement stipule que le préfet est compétent pour nommer les lieutenants de louveterie ;

CONSIDERANT la nécessité de réguler les populations de la faune sauvage, vu les dangers qu’ils représentent, risques de collisions et dommages occasionnés aux cultures ;
SUR proposition de la directrice départementale des territoires de Vaucluse ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :**
Le département de Vaucluse est divisé en 15 circonscriptions de louveterie. La répartition communale des circonscriptions est jointe au présent arrêté (tableau de répartition et cartographie).

**ARTICLE 2 :**
Sont nommés jusqu’au 31 décembre 2019, pour exercer les fonctions de lieutenant de louveterie dans le département de Vaucluse et affectés aux circonscriptions dont les limites sont désignées ci-après, les personnes suivantes.

Circonscription n° 1 : M. Thierry PHILY – domicilié à Mondragon.

Circonscription n° 2 : M. Charles NAVARRE – domicilié à Althen les Paluds.

Circonscription n° 3 : M. Bernard PAUL – domicilié à Sault.

Circonscription n° 4 : M. Tristan RESSEGAIRE – domicilié à Vaison la Romaine.

Circonscription n° 5 : M. Alain JEAN – domicilié à Flissan.


Circonscription n° 7 : M. Henri MATHIEU – domicilié à Velleron.

Circonscription n° 8 : M. Eric VIENS – domicilié à l’Isle sur la Sorgue.

Circonscription n° 9 : M. Didier SIGNORET – domicilié à Sault.

Circonscription n° 10 : M. Marc RAVOIRE – domicilié à Goult.

Circonscription n° 11 : M. Jean-Marie DUTTO – domicilié à Cheval-Blanc.

Circonscription n° 12 : M. Richard GAUTIER – domicilié à Lacoste.

Circonscription n° 13 : M. Pascal BERTET – domicilié à Visan.

Circonscription n° 14 : M. Dominique ORCHILLER – domicilié à Monteux.

Circonscription n° 15 : M. Jean-Michel PROSPER – domicilié à Sault.
ARTICLE 3 :
Tous les lieutenants de louveterie sont suppléants sur la totalité des circonscriptions et peuvent donc remplacer tout lieutenant de louveterie absent ou empêché.

ARTICLE 4 :
L’arrêté du 18 décembre 2014 portant nomination des lieutenants de louveterie est abrogé.

ARTICLE 5 :
Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa publication au Recueil des Actes Administratifs devant le tribunal administratif de Nîmes.

ARTICLE 6 :
Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, les sous-préfets des arrondissements d’Apt et de Carpentras, la directrice départementale des territoires de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des intéressés et publiés au recueil des actes administratifs.

[Signature]

Le Préfet,

Pierre GONZALEZ
LIEUTENANTS DE LOUVETERIE

- Alain JEAN
- Bernard PAUL
- Charles NAVARRE
- Didier SIGNORET
- Dominique ORCHILLER
- Eric VIENS
- Frédéric CHARRASSE
- Henri MATHIEU
- Jean-Marie DUTTO
- Jean-Michel PROSPER
- Marc RAVOIRE
- Pascal BERTET
- Richard GAUTIER
- Thierry PHILY
- Tristan RESSEGAIRE
ARRÊTÉ PREFECTORAL DU 20 avril 2017
modifiant l’arrêté préfectoral n° 2014254-0003 du 11 septembre 2014
autorisant la pratique de la pêche de nuit de la Carpe sur certains
secteurs du domaine public du fleuve Rhône, de la rivière Durance et
dans le domaine privé du département de Vaucluse

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 436-5 et R. 436-14 ;

VU l'arrêté réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans
le département de Vaucluse ;

VU l'arrêté n° 2014254-0003 du 11 septembre 2014 autorisant la pratique de la pêche
de nuit de la Carpe sur certains secteurs du domaine public du fleuve Rhône, de la
rivière Durance et dans le domaine privé du département de Vaucluse ;

VU l'arrêté n° 2013294-0003 portant classement de l'étang de la Lionne Sud à Sorgues
en deuxième catégorie pour une durée de quinze ans ;

VU la demande de la fédération départementale des associations agrées de pêche et de
protection du milieu aquatique (FDAAPMA) en date du 28 février 2017 ;

VU l'avis du service départemental de l'agence française pour la biodiversité en date
du 28 mars 2017 ;

VU la consultation du public réalisée entre le 27 mars 2017 et le 18 avril 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral du 03 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame
Annick BAILLE, directrice départementale des territoires et l'arrêté préfectoral du
07 mars 2017 désignant les subdélégués relevant du ministère de
l'environnement, de l'énergie et de la mer et du ministère de l'agriculture, de
l'agroalimentaire et de la forêt, dans le département de Vaucluse ;
CONSIDERANT l'absence d'observation du public pendant la période de vingt et un jours suivant la date de publication sur le site internet intervenue le 27 mars 2017 ;

CONSIDERANT l'article R. 436-14 du code de l'environnement qui permet au préfet d'autoriser la pêche de la Carpe la nuit ;

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la pêche de nuit sur le département de Vaucluse, sur les rives de la rivière Durance et sur les rives du fleuve Rhône et dans les plans d'eau ;

CONSIDERANT la demande de suppression du plan d'eau de la Lionne de la liste des sites dérogatoires permettant la pêche de la carpe la nuit.

SUR proposition de la directrice départementale des territoires de Vaucluse,

ARRETE

ARTICLE 1° : Modification de l'article 1 de l'arrêté

L'article 1° de l'arrêté n° 2014254-0003 du 11 septembre 2014 est modifié comme suit :
- le paragraphe « 1.1 – Domaine public » demeure inchangé,
- le paragraphe « 1.2 – Domaine privé » est supprimé.

ARTICLE 2 : Modification de l'article 2 de l'arrêté

L'article 2 de l'arrêté n° 2014254-0003 du 11 septembre 2014 est modifié comme suit :
- le paragraphe « 2.1 – Domaine public » demeure inchangé,
- le paragraphe « 2.1 – Domaine privé » est supprimé.

ARTICLE 3 : Autres articles


ARTICLE 4 : Délais et voie de recours

Conformément au code de justice administrative le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.
ARTICLE 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de SORGUES, la directrice départementale des territoires de Vaucluse, le directeur départemental de la sécurité publique de Vaucluse, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, le chef du service départemental de Vaucluse de l'agence française pour la biodiversité, les techniciens et agents techniques commissionnés chargés des forêts, les inspecteurs de l'environnement en poste à l'agence française pour la biodiversité ou à l'ONCFS, gardes-pêche de la fédération de Vaucluse pour la pêche et la protection du milieu aquatique, gardes-champêtres, gardes particuliers assermentés et tous officiers de la police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les communes concernées, par les soins du maire et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Avignon le 20 AVR. 2017

Le préfet et par délégation,
la directrice départementale
des Territoires

Le Crêteau Service Eau
et des Milieux Naturels

Catherine GAILDRAUD
ARRÊTÉ PREFECTORAL du 27 avril 2017
portant fermeture temporaire de la pêche en eau douce
sur la rivière le Lez
le vendredi 5 mai 2017 à partir de 14 heures

commune de BOLLÈNE

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le livre IV titre III du code de l’environnement et notamment l'article R. 436-8 ;

VU l’arrêté réglementaire permanent en date du 21 décembre 2016 relatif à l’exercice
de la pêche en eau douce dans le département de Vaucluse ;

VU la demande de l’AAPMMA « l’amicale des pêcheurs du canton de Bollène »
déposée en date du 19 avril 2017 ;

VU la demande d’avis auprès de l'agence française pour la biodiversité en date du 24
avril 2017 ;

VU l’avis de la fédération départementale des AAPMMA en date du 27 avril 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral du 03 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame
Annick BAILLE, directrice départementale des territoires et l'arrêté préfectoral du
07 mars 2017 désignant les subdéléguataries relevant du ministère de
l'environnement, de l'énergie et de la mer et du ministère de l'agriculture, de
l'agroalimentaire et de la forêt, dans le département de Vaucluse

CONSIDERANT que l'article R. 436-8 permet au préfet d’interdire la pêche d’une ou
plusieurs espèces de poissons dans certaines parties de cours d’eau ou de plan
deau pendant une durée qu’il détermine ;

CONSIDERANT la nécessité de renforcer les mesures de protection de la vie piscicole
face à la pression de pêche générée par les périodes de lâchers de truites ;
CONSIDERANT qu'à titre expérimental il est proposé d'interdire la pêche pour une courte période immédiatement après un lâcher de truites ;

SUR proposition de Madame la directrice départementale des territoires de Vaucluse,

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Interdiction

La pêche sur la rivière le Lce, sur l'ensemble du territoire de la commune de Bollène, sera interdite le vendredi 5 mai 2017 à partir de 14 heures et jusqu'à l'heure de fermeture légale pour cette journée.

ARTICLE 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déposé devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de BOLLÈNE, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'office national des forêts, les techniciens et agents chargés des forêts commissionnés, les techniciens et agents techniques commissionnés de l'agence française pour la biodiversité, les gardes de la fédération du Vaucluse pour la pêche et la protection du milieu aquatique, les techniciens et agents techniques de l'office national de la chasse, gardes champêtres, gardes-pêche particuliers, gardes particuliers assermentés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Monsieur le Président de l'AAPPMA de Bollène ;
- transmis pour information au président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique du Vaucluse.

Fait à Avignon, le 27 AVR. 2017
Pour le préfet et par délégation,

/\ la directrice départementale des Territoires

/\ Le Chef du Service Eau et des Milieux Naturels

Catherine GAULDRAUD

2

S5
DÉCISION
relative à une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi de Provence-Alpes-Côte d’Azur, soussigné,

VU les articles L.713-13, R.713-21, R.713-26 et R.713-31 à R.713-33 du Code rural et de la pêche maritime ;

VU la délégation de signature consentie en date du 25 juillet 2016 par Monsieur Patrice RUSSAC, directeur régional des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi de Provence-Alpes-Côte d’Azur à Madame Dominique PAUTREMAT, responsable de l’unité départementale de Vaucluse et la subdélégation consentie par cette dernière, le 14 février 2017, à Madame Emilie PASCAL, inspectrice du travail, à effet de signer, dans le ressort de l’unité départementale de Vaucluse, les décisions de dérogation à la durée hebdomadaire maximale absolue de travail concernant une ou plusieurs entreprises relevant d’un même secteur d’activité sur le plan départemental ou local ;

VU la demande en date du 17 mars 2017, reçue par notre service le 22 mars 2017, par laquelle la FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D’EXPLOITANTS AGRICOLES DE VAUCLUSE, sise maison de l’Agriculture, Site Agroparc, 84912 AVIGNON Cedex 09, sollicite l’autorisation de déroger collectivement à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail de 48 heures pour les travaux saisonniers de greffage et de récolte concernant les productions de vignes mères, fraises, cerises, melons, poires, plantes aromatiques, raisins de table, pommes et raisins de cuve ;

VU la consultation des organisations syndicales représentatives effectuée par courriers en date des 23 et 24 mars 2017 ;

VU les éléments complémentaires recueillis lors de l’enquête effectuée le 23 mars 2017 dans les locaux de l’unité départementale de Vaucluse ;

VU l’avis émis par le syndicat FO le 05 avril 2017 ;

CONSIDERANT que la FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D’EXPLOITANTS AGRICOLES DE VAUCLUSE sollicite l’autorisation de dépasser
la limite maximale hebdomadaire absolue de travail de 48 heures pour toutes les exploitations agricoles du département ayant pour activité la production de vignes, fraises (sous abri et plein champ), cerises (précoce et tardive), melons (sous abri et plein champ), poires, plantes aromatiques, raisins de table (précoce et tardif), pommes (précoce et tardive) et raisins de cuve ; que cette demande est sollicitée pour les salariés affectés aux travaux de greffages et de récolte de ces productions agricoles ;

CONSIDERANT que l'exécution de ces travaux ne peut être différée et que de nombreux exploitants agricoles rencontrent des difficultés persistantes et croissantes pour recruter des salariés saisonniers, malgré différentes actions mises en place depuis plusieurs années afin de pallier à ces difficultés ;

CONSIDERANT que ces travaux sont particulièrement dépendants des conditions climatiques et de la maturité imprévisible des productions, qui peuvent conduire à effectuer des récoltes dans l'urgence ; que cette situation nécessite, pour les employeurs concernés, de pouvoir bénéficier d'une main-d'œuvre immédiatement opérationnelle ; que les périodes de récoltes sont des périodes cruciales pour l'activité économique des exploitations agricoles concernées ;

CONSIDERANT cependant que la période globale de récolte des productions agricoles pour laquelle la demande de dérogation à la durée maximale hebdomadaire de travail est sollicitée, paraît excessive, en ce qu’elle accroît le risque de survenue d'accidents du travail liés à une augmentation significative de la durée du travail des salariés sur une période importante ; qu’il y a donc lieu de limiter l’autorisation de déroger à la durée maximale hebdomadaire de travail aux seules périodes correspondant à des puits d’activité pour chacune des productions visées dans la demande et de limiter la période de dérogation pour les entreprises qui effectueraient plusieurs types de productions ;

CONSIDERANT enfin, que l'article R. 713-23 du code rural et de la pêche maritime prévoit la possibilité d'assortir la dérogation de mesures compensatoires, notamment sous la forme de périodes de repos complémentaire ;

DÉCIDE

Article 1 :

L’autorisation de déroger à la durée maximale hebdomadaire absolue de 48 heures est accordée, pour les salariés effectuant des travaux de greffage et de récolte, dans la limite de 60 heures par semaine durant une période maximum de 3 semaines consécutives ou non, comprise dans la période globale de récolte indiquée dans la demande, par exploitation agricole et par salarié, pour chacune des productions mentionnées dans la demande.

Pour les exploitations agricoles produisant plusieurs types de productions visées dans la demande, cette limite ne pourra avoir pour effet de porter la durée hebdomadaire de travail de chaque salarié à plus de 60 heures par semaine, durant une période de plus de 6 semaines consécutives ou non, comprise dans les périodes globales de récolte indiquées dans la demande.
Article 2 :
Les heures effectuées au-delà de 48 heures, outre les majorations et compensations légales, donneront lieu à un repos complémentaire de 25% pour tous les salariés quelle que soit la nature de leur contrat de travail.

Ce repos sera accordé en lieu et place d’heures qui auraient dû être travaillées et devra être rémunéré dans les mêmes conditions que les heures travaillées.

Article 3 :
Le droit à repos complémentaire sera ouvert dès que la durée du repos atteindra 7 heures.
Il sera obligatoirement pris sous forme d’une journée ou d’une demi-journée de repos dans les deux mois suivants le terme de la période de dérogation.
En cas de droit à repos ou de reliquat inférieur à 7 heures à l’expiration de cette période ou de la rupture du contrat, les heures de repos compensateur non prises seront payées.

Article 4 :
Les employeurs concernés qui désirent user de la présente dérogation doivent consulter le comité d’entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel s’ils existent dans l’entreprise, sur cette intention et transmettre l’avis ainsi recueilli à l’inspecteur du travail.

Article 5 :
Les heures de travail effectuées doivent être enregistrées et les documents ou autres supports établis doivent être tenus à la disposition des agents de contrôle de l’inspection du travail.

Article 6 :
La présente décision ne fait pas obstacle à ce qu’un employeur qui devrait faire face à une situation exceptionnelle propre à son entreprise, puisse solliciter l’octroi d’une dérogation particulière.
Dans ce cas, la demande devra être motivée et accompagnée de l’avis du comité d’entreprise ou, à défaut de celui des délégués du personnel, s’ils existent dans l’entreprise.

Fait à AVIGNON, le 19 avril 2017

P/ le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi de Provence-Alpes-Côte d’Azur,
et par délégation,
La Directrice de l’unité départementale de Vaucluse de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur, et par subdélégation,

L'inspectrice du travail

Emilie PASCAL

VOIES DE RECOURS :
La présente décision peut faire l'objet dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de la notification:
- d'un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – 39-43 Quai André Citroën – 75902 PARIS CEDEX 15,
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 Avenue Feuchères Cedex 30941 NIMES 09).
Tout recours devra être accompagné d'une copie de la décision. Ces recours ne sont pas suspensifs.
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pôle travail
Unité Départementale du Vaucluse
Unité de contrôle Nord Vaucluse
Réf : EP
N° IDOINE : 2017-04135-3

DECISION

portant renouvellement de la commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture du département de Vaucluse

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur soussigné,

VU les articles L.717-7 et D. 717-76 à D.717-76-3 du code rural et de la pêche maritime,

VU l'accord national sur les commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du 16 janvier 2001 modifié, étendu par arrêté du 12 juillet 2001,

VU l'accord sur les conditions de travail en agriculture du 23 décembre 2008, étendu par arrêté du 11 septembre 2009,

VU l'article 5 de l'avenant n°2 du 29 juin 2012 à l'accord sur les conditions de travail en agriculture du 23 décembre 2008,

VU la décision du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 09 décembre 2015 portant renouvellement de la commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture dans le département de Vaucluse,

VU la proposition de désignation des représentants à la commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture dans le département de Vaucluse adressée par la commission nationale paritaire pour l'amélioration des conditions de travail en agriculture (C.P.N.A.C.T.A.) en date du 1er août 2016,

VU la décision en date du 25 juillet 2016 portant délégation de signature de Monsieur Patrice RUSSAC, directeur régional des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur à Madame Dominique PAUTREMAIT, responsable de l'unité départementale de Vaucluse et la subdélégation consentie par cette dernière, le 14 février 2017, à Madame Emilie PASCAL, inspectrice du travail, à effet de signer, dans le ressort de l'unité départementale de Vaucluse, les décisions concernant la nomination des représentants à la commission d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du Vaucluse,

DECIDE

Article 1 : L'article 2 de la décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la région
Provence-Alpes-Côte d’Azur en date du 09 décembre 2015 portant renouvellement de la commission paritaire d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture dans le département de Vaucluse est modifié comme suit :

« La commission paritaire d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture dans le département de Vaucluse est composée comme suit :

- En qualité de représentants titulaires des organisations patronales agricoles :
  - Madame Marie-Claude SALIGNON, pour la F.N.S.E.A. (Fédération Nationale des Syndicats d’Exploitants Agricoles),
  - Madame Odile BRES, pour la F.N.S.E.A. (Fédération Nationale des Syndicats d’Exploitants Agricoles),
  - Madame Laurence SABATIER, pour l’U.N.E.P. (Union Nationale des Entrepreneurs du Paysage),
  - Monsieur Thierry SABATIER, pour l’U.N.E.P. (Union Nationale des Entrepreneurs du Paysage),

- En qualité de représentants titulaires des organisations syndicales des salariés agricoles :
  - Monsieur Bruno MARRA, pour le syndicat C.F.T.C.,
  - Monsieur Alain SAGNES, pour le syndicat C.G.C.,
  - Monsieur Cédric CELAIRE, pour le syndicat C.F.D.T.,
  - Madame Olga PLETZ, pour le syndicat F.O. »

**Article 2 :** Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi de Provence-Alpes-Côte d’Azur est chargé de l’exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Vaucluse et transmise à la C.P.N.A.C.T.A.

Fait à Avignon, le 19 avril 2017

P. / Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi de Provence-Alpes-Côte d’Azur, et par délégation,
La responsable de l’unité départementale de Vaucluse de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi de Provence-Alpes-Côte d’Azur, et par subdélégation,
L’inspectrice du travail

Emilie PASCAL

**VOIXES DE RECOURS :**
Cette décision peut faire l’objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :
- d’un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre du travail, de...
l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue Social – 39-43 Quai André Citroën – 75902 PARIS Cedex 15,
d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes – 16 Avenue Feuchères – 30941 NÎMES Cedex 09)
Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP828389767
et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires,
au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (article 47),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n°2016-75 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises et l'article D7231-1 § II du code du travail

Vu l'arrêté préfectoral du 13 Juillet 2016 portant délégation de signature,

Le Préfet de Vaucluse et par délégation, la directrice de l'unité départementale de Vaucluse,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité départementale de Vaucluse de la DIRECCTE PACA le 31/03/2017 par Mme MONRABAL Auriana, Micro-entrepreneur, sise 18, allée du Cannier – Les Berges Basses – 84120 PERTUIS.
Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de MONRABAL Auriana, Micro-entrepreneur, sous le n° SAP828389767, à compter du 01/04/2017.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale de Vaucluse qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien et travaux ménagers

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Avignon, le 21 avril 2017

P/Le Préfet,
P/La Directrice de l'Unité départementale
La Responsable du Pôle 3\p

Zara NGUYEN MINH
Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP432889293
et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires,
au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la
société au vieillissement (article 47),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines
dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service
universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines
dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service
universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2016-75 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de
services à la personne soumises et l'article D7231-1 § II du code du travail

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2016 portant délégation de signature,

Le Préfet de VAUCLUSE et par délégation, la directrice de l'unité
départementale de Vaucluse,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une
déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de
l'unité départementale de Vaucluse de la DIRECCTE PACA le
24/02/2017 par Mme DAVOINE Alexia, Micro-entrepreneur, sise 608,
impasse des Artisans - 84170 MONTEUX.
Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d’activité de services à la personne a été enregistré au nom de DAVOINE Alexia, Micro-entrepreneur, sous le n° SAP432889293, à compter du 24/02/2017.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l’objet d’une déclaration modificative auprès de l’unité départementale de Vaucluse qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l’exclusion de toute autre :

- Entretien et travaux ménagers
- Garde d’enfants plus de 3 ans à domicile
- Soutien scolaire et cours à domicile
- Préparation de repas à domicile y compris le temps passé aux courses
- Assistance administrative à domicile
- Accompagnement des enfants plus de 3 ans en dehors du domicile
- Accompagnement des personnes hors personnes âgées, personnes handicapées en dehors du domicile
- Assistance aux personnes hors personnes âgées, personnes handicapées qui ont besoin d’une aide personnelle à leur domicile (inclus garde malade)

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d’être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d’une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Avignon, le 25 avril 2017

P/Le Préfet,
P/La Directrice de l’Unité départementale
La Responsable du Pôle 3

Zara NGUYEN MINH